arrêt sur images

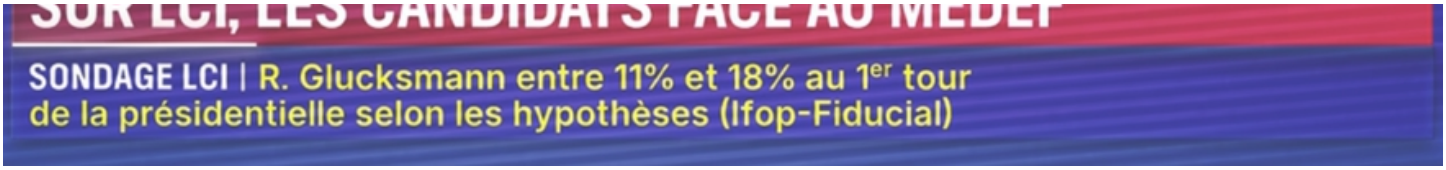
CHRONIQUE

ET LE CAPITAL CADRA LE DÉBUT DE LA CAMPAGNE PRÉSIDENTIELLE

À ses dépens ?

Maurice Midena

29 août 2026 *Maj: 29 août 2026*



Le premier débat estampillé "présidentielle 2027" s'est tenu sous l'égide du Medef, adoubé par LCI. Le patronat a fait étalage de ses obsessions : la baisse de la dépense publique, de la fiscalité et des normes, sans que cela offusque grand monde. Et si finalement, ce cadrage grossier ne se retournait pas contre la doxa libérale ?

Sous le toit du court Philippe-Chatrier, dans l'enceinte de Roland-Garros, point d'Alcaraz ou de Coco Gauff : voilà Tondelier, Retailleau, Le Pen, Mélenchon, Attal, Glucksmann et Philippe. Ce 27 août, ils sont réunis par LCI pour un débat estampillé "présidentielle 2027". Allons bon. On savait pour les pubs pour les cadeaux de Noël dès le mois de novembre, mais les débats neuf mois avant une élection, on découvre.

"Les candidats face au Medef"

LCI, 27 août 2026

Bien sûr, d'aucuns ont trouvé le dispositif étrange : comment ça, LCI décide de qui est candidat ? et puis pourquoi sept, alors qu'il y en a pléthore ? Pourquoi pas, tiens, comme à Roland-Garros, des confrontations directes sur sept tours, un tableau avec des têtes de série, et un départage en trois sets gagnants ? Vous rêviez d'un huitième de finale Bouamrane-Bertrand ? ou d'un second tour entre Francis Lalanne et David Lisnard ? Non ? c'est dommage on rigolerait au moins. Et puis, d'ailleurs qui sait s'ils seront tous là au premier tour ? Tondelier ne va-t-elle pas finir par rejoindre la France insoumise ? Glucksmann va-t-il se faire damer le pion par Faure ? ou Hollande ? ou Royal ? Attal va-t-il se cacher derrière Philippe ? Faudra-t-il au dernier moment rajouter Natacha Polony dans la course ? Trop de suspense, on dirait un épisode de *Plus belle la vie* de la grande époque.

Sur BFM, d'ailleurs, quelques heures plus tard, Nathalie Arthaud de Lutte ouvrière s'est émue de ne pas avoir été invitée, mais sans être dupe : *"Je n'ai pas été invitée car j'aurais fait sans doute tache [...] en disant qu'il faut prendre sur les profits pour augmenter le SMIC, jusqu'à au moins 2 200 euros nets [...] et puis je pense que j'aurais carrément gâché l'ambiance en expliquant en effet que les grands groupes capitalistes [...] eh bah en fait il faut les exproprier."*

Comme l'évoque Arthaud, on en oublierait presque un autre élément de ce dispositif qui rend encore plus lunaire cette réunion : c'est que ce débat diffusé par LCI... se passe sous l'égide du Medef, dans le cadre de la Rencontre des entrepreneurs de France (Ref), les universités d'été du syndicat patronal.

Artaud atterrée

BFM TV, 27 août 2026

BAISSE DE TOUT

Le premier grand débat en vue de l'élection la plus importante de la Ve République est donc cadré par le capital dans sa forme la plus adossée au libéralisme. C'est Patrick Martin, président du Medef qui introduit le débat. Ce n'est pas *"neutre"* comme il le souligne d'emblée, que ce débat se passe à la REF (la Rencontre des Entrepreneurs de France). *"Car nous savons tous [...]* dit-il, *combien il est essentiel que l'économie, l'entreprise, occupe toute sa place, je serais tenté de dire « retrouve toute sa place dans les débats publics » tant elles sont essentielles à la bonne marche de notre pays."* Martin veut faire passer des vessies pour des lanternes en nous faisant croire que le problème de neutralité viendrait du fait qu'on parle d'économie. Non, le problème c'est qu'on va parler (modulo Mélenchon et un peu Tondelier) pour faire plaisir aux patrons. Amélie Carrouër, présentatrice de LCI et animatrice du débat ne dira pas l'inverse : *"Nous sommes tous réunis pour parler d'économie, tous réunis pour parler des préoccupations des français."* Des Français ? Vraiment ? *"De la vie des entrepreneurs en particulier"*, précise-t-elle. Eh oui, car une grande consultation a été réalisée en amont, 66 000 entrepreneur·euses interviewé·es pour parler de leurs préoccupations : *"On va parler de dette, d'emploi, de salaires, de réindustrialisation et de normes"*, poursuit la journaliste de LCI.

"No more normes !"

LCI, 27 août 2026

Cinq patrons vont même poser des questions directement aux candidats. On vous en résume la teneur : ne pas demander l'annulation de la dette détenue par la BCE ; mais bien demander une baisse des dépenses publiques, une baisse de la fiscalité des entreprises et une baisse des normes ; reprendre la réforme des retraites de 2023 honnie par les Français et suspendue par le Parlement, ainsi que l'appelle de ses vœux l'un des entrepreneurs questionneurs : *"Est-ce qu'avec courage si vous êtes à la tête de l'État, [...] la réforme de 2023 suspendue jusqu'en 2028, êtes-vous prêt à en rétablir le calendrier [de la réforme] ?"*
Mais les entrepreneurs n'ont pas besoin de porter leurs doléances : la journaliste de LCI le fait pour eux. *"On va commencer par la dette, c'est l'une des grandes, grandes inquiétudes des patrons"*, introduit-elle. Ou encore, en relançant les candidats sur le sujet des retraites : *"Jusqu'où pousseriez-vous le curseur du courage ?"* demande-t-elle. Le courage étant, ici, d'augmenter le temps de travail et de repousser l'âge de départ, et de le faire fissa. Et la journaliste de reprendre plus tard l'obsession pour la fin des normes du capital : *"Les normes et la simplification un graal difficile à atteindre"*, dit-elle avant de lancer les candidats sur le sujet.

"Le curseur du courage"

LCI, 27 août 2026

FOIRE À LA MESURE LA PLUS DE DROITE

En dehors des candidats à la gauche du PS, l'environnement du débat va ainsi créer une sorte de grande foire à qui sera le plus destructeur de l'État, de la protection sociale, et de l'environnement. Bruno Retailleau était dans son jardin : ici, il demande l'abrogation pure et simple du principe de précaution ; là, il affirme qu'il procédera par ordonnance pour *"supprimer les 100 normes les plus idiotes"*. Et quand il propose de baisser les impôts de production, Marine Le Pen surenchérit : il faut les supprimer tout simplement. Édouard Philippe joue, lui, la carte du grand sage : il faut, selon lui, *"des comptes en ordre, non pas en augmentant les impôts mais en acceptant collectivement de travailler plus"*. Attal pourfend, lui, la retraite par répartition et demande de la capitalisation, dont on sait depuis longtemps que c'est la cata.

LIRE AUSSI

RETRAITE PAR CAPITALISATION : UNE PORNOGRAPHIE LIBÉRALE

De Europe 1 à "Legend" sur YouTube : l'expansion du "liberal porn"

Bien sûr, les wannabes chefs d'État ont déjà été auparavant invités en terrains non neutres – non neutres au carré puisqu'un plateau l'est lui-même rarement. Le Medef invite souvent des candidats ou leurs subalternes à répondre à leurs questions pour les rassurer. Le streameur Jean Massiet avait, par exemple, organisé le débat du siècle en 2022, invitant les candidats à la présidentielle à parler d'écologie (les uns après les autres, sans débat entre eux). Mais une confrontation comme celle-ci, en terrain patronal, selon les termes des patrons, est tout simplement une première. Et cela ne choque personne puisque le cadrage des questions économiques par le biais des "entrepreneurs" est devenu la norme dans les médias : trop de normes, des entreprises, accablées par le coût du travail et les charges, qui aimeraient bien augmenter les salariés, mais ma bonne dame, voilà l'État qui prend tout ! Tous les mêmes présupposés qui détruisent les conditions de vie des travailleurs et saccagent la planète, sont là... Imagine-t-on un débat présidentiel cornaqué par la CGT ? Peut-être qu'on inviterait Arthaud cette fois.

RIRE JAUNE

D'autant que, on ne le répétera jamais assez, le Medef ne représente pas tous les patrons. Le lendemain de la REF, avaient d'ailleurs lieu les Universités d'été de l'économie de demain, organisées par le Mouvement Impact France (MIF), qui réunit des patrons plutôt progressistes. Avec ses 30 000 membres revendiqués, il souhaite, à terme, devenir un syndicat représentatif. Sa co-présidente, Julia Faure, patronne de la marque de vêtements Loom, estime que le Medef est *"une minorité qui ne nous représente pas"*. À l'opposé du Medef, le MIF s'oppose à une contraction du budget de l'État. Sur les normes, Julia Faure s'insurge contre *"le tour de passe-passe de certains qui amalgament la paperasserie et les normes. Les grandes entreprises ont les moyens de faire avec le trop-plein de paperasse, et ce sont les petites entreprises qui galèrent. Mais les normes, c'est justement ce qui protège les petites entreprises notamment de la concurrence déloyale."*

Contrairement au Medef, qui aime à flirter avec le RN, les co-présidents du MIF se sont opposés publiquement au parti d'extrême droite. Mais pas au nom de leur mouvement : *"On ne veut pas formellement engager le mouvement, alors que certains salariés de nos membres votent pour le RN"*, nous explique Pascal Demurger, patron de la MAIF, l'autre co-président du mouvement.
Ce 28 août, ils sont encore là : Philippe, Glucksmann, Tondelier, Attal, et même Ruffin. L'extension du domaine du centrisme ! Demurger se justifie en expliquant vouloir travailler avec les forces politiques qui semblent le plus à même de dialoguer avec eux. Pas de RN, pas de LR, ni de LFI. Au sujet de ces derniers, certaines de leurs sorties récentes apparaissent incompatibles avec un dialogue avec le MIF. *"On ne les met pas dans le même panier que le RN"*, tient tout de même à préciser Demurger. Il n'empêche que ces deux paniers ont été laissés de côté. Pour un mouvement qui loue l'écologie et le social, on peut s'interroger sur le fait de mettre de côté l'un des partis dont le programme est le plus écologique et social, le tout en défendant une économie mixte où les entreprises auraient toute leur place. Les patrons progressistes ont encore... du progrès à faire.

Mais au fond, devons-nous vraiment craindre que le patronat encadre le premier débat présidentiel, et qu'une chaîne d'info en continu nationale embrasse ses préceptes ? Car quand tout le chœur chante la même mélodie en canon, c'est le soliste qui sort du lot. Si le candidat de la France insoumise n'a peut-être pas été aussi fort qu'il peut l'être, il a détonné sévère : défenseur des petites entreprises, défenseur du modèle social, pointant du doigt tous ces candidats qui veulent diminuer les prélèvements sur les entreprises, sans dire comment ils vont compenser tout ça. Quand on lui demande ce qu'il veut faire des salaires, il en demande l'augmentation devant un public qui se met à rire – mais qu'il renvoie dans ses pénates dans une séquence qui a déjà fait le tour d'internet : *"Il faut augmenter le Smic. Si vous n'augmentez pas les salaires, vous ne rigolerez pas longtemps parce que vous aurez la récession [...] alors vous rirez jaune si vous ne partagez pas davantage."* Finalement, c'est peut-être ça qu'on retiendra de ce premier débat : un candidat qui tient tête à l'ironie du patronat, ces dirigeants qui ne prennent pas au sérieux que les gens ont besoin de gagner plus pour vivre mieux. Et si à force de vouloir cadrer les débats, la campagne se retournait contre le capital ?

Et le Medef rit jaune

LCI, 27 août 2026